

481,7 milliards d'euros de dépenses de l'État en 2022

Principales missions :

contre 471 milliards en 2021
(hors dépenses exceptionnelles liées au Covid)



Parmi les autres dépenses importantes du budget 2022 en milliards d'euros



Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire présentant le projet de loi de finances 2022.

Les trois raisons d'un déséquilibre chronique

Repères

1 Des dépenses soutenues

L'État, la Sécurité et les collectivités locales dépenseront plus de 1 450 milliards d'euros l'année prochaine. C'est ce qui ressort du projet de budget 2022, présenté mercredi par le gouvernement. Certes, on constatera une baisse apparente par rapport à 2021, mais due à l'extinction des mesures exceptionnelles destinées à faire face au Covid.

Les dépenses habituelles des administrations augmentent, elles, sensiblement. Plus onze milliards l'an prochain. Sans compter celles qui ne figurent, bizarrement, pas encore dans le budget : le plan d'investissement annoncé en juillet (on parle de trente milliards). Ou encore l'extension de la garantie jeunes (deux milliards).

De quoi agacer le Haut conseil aux finances publiques. Chargée de veiller sur les comptes, l'autorité indépendante se voit pour la première fois dans l'impossibilité de « rendre un avis pleinement éclairé ».

De telles largesses ne sont pas inédites en année électorale. « Mais elles sont plus élevées que d'habitude », observe François Ecalie, spécialiste des finances publiques. **Ces augmentations concernent l'Éducation, la Police, la Défense... Prise une à une, chacune peut être légitime. Mais est-on obligé d'en faire autant en même temps ? Et ne peut-on pas les compenser par des économies ?** Des questions d'autant plus brûlantes que, depuis près de cinquante ans, la France dépense plus que ses ressources.

2 Des recettes insuffisantes

Une fois encore, les recettes seront

insuffisantes pour faire face aux dépenses. Les impôts, cotisations et taxes rapporteront environ 1 330 milliards.

La différence avec les dépenses, c'est « le déficit public ». Il totalise 124 milliards, soit 4,8 % de la richesse produite en une année (le Produit intérieur brut, le « PIB » de son petit nom). Il faudra à nouveau emprunter pour combler ce trou. Ça tombe bien, les taux sont bas. Mais jusqu'à quand ?

3 Une dette vertigineuse

Les déficits accumulés forment la montagne de dettes de la France. Fin 2022, elle devrait plafonner à 114 % du PIB. Soit un peu mieux que cette année (116 %).

« Mais cette baisse est un peu en trompe-l'œil, nuance l'ancien magistrat à la Cour des Comptes. **Car la croissance, stimulée par le rebond**

de l'après-crise, s'annonce exceptionnellement forte l'an prochain : 4 % ».

Qui dit croissance, dit rentrées fiscales. Elles devraient grimper de dix milliards l'an prochain. L'impôt sur le revenu rapportera 82 milliards, contre 77 milliards cette année. Et les caisses de l'État engrangeront 97 milliards de TVA au lieu de 92.

De quoi constituer un petit matelas pour réduire temporairement la dette, tout en poursuivant les baisses d'impôts : diminution de la taxe d'habitation pour les ménages aisés et taux d'impôt sur les sociétés ramené à 25 %.

« Mais les années suivantes, on n'aura pas une telle croissance. Ce sera plus difficile de maîtriser la dette. Mais on préfère remettre les économies à plus tard... »

Jacques SAYAGH.

Un air de pré-campagne

Commentaire

« Le même enthousiasme avec quelques cheveux blancs en plus ! » C'est un ministre de l'Économie déjà en campagne pour le Président sortant qui a présenté, hier, le dernier budget du quinquennat. Un bilan, forcément positif.

« Clarté et constance », résume Bruno Le Maire en parlant de la politique économique et budgétaire conduite depuis 2017. Une façon de faire taire les critiques qui, à droite comme à gauche, dénoncent des omissions. Il faudra encore attendre avant de connaître les enveloppes consacrées au plan France 2030 (hydrogène, avion décarboné...), ainsi qu'au revenu d'engagement pour les jeunes sans emploi et formation. Le gouvernement reste prudent sur les prévisions de croissance. Il se réserve ainsi la possibilité d'annoncer des chiffres

meilleurs que prévu. Oui, le gouvernement est déjà en campagne.

Tout ne va pas si bien, estime Pierre Moscovici. Le président du Haut conseil des finances publiques pointe une dette qui a « augmenté de 17 points depuis 2019. Une situation inédite depuis 1945 ».

Et la situation économique française reste fragile. La balance commerciale continue de se dégrader : 35 milliards de déficit annoncés en 2022 contre 58 milliards d'euros en 2017. Et l'État ne montre pas toujours l'exemple en termes de rigueur budgétaire. Les collectivités locales devraient avoir supprimé, comme prévu, 70 000 emplois au terme du quinquennat, soit entre 8 et 10 milliards d'euros économisés chaque année. L'État, de son côté, se contentera de 1 249 suppressions de postes contre 50 000 annoncées.

Patrice MOYON.